



**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT**
Service Environnement et Prévention
des Risques

**Le Préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

ARRÊTÉ N° 2021-DEAL-SEPR- 702 **du 30** avril 2021

portant autorisation au titre de l'article R 214-44 du code de l'environnement pour les travaux d'urgence relatifs à la protection du cimetière de Hanyoudrou, sur la commune de Bouéni

VU la directive n° 2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.211-1, L.214-1 à L.241-6, R.211-66 à 70 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;

VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de Claude VO-DINH, sous préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2020, portant nomination de M. Olivier KREMER, en qualité de directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de Bassin du 27 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour la période 2016-2021 ;

VU l'arrêté n° 2020/SG/608 du 04 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Claude VO-DINH, sous préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

VU le courrier du maire de la commune de Bouéni en date du 19 mars 2021, reçu le 23 mars 2021, demandant l'application de la procédure d'urgence prévue à l'article R.214-44 du code de l'environnement en vue de sécuriser le cimetière de Hanyoudrou ;

VU la note méthodologique produite par l'entreprise Tétrama en mars 2021 jointe en appui du courrier précité et présentant les travaux de protection du cimetière de Hanyoudrou ;

VU la visite du site du cimetière de Hanyoudrou en date du 12 mars 2021 en présence du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), des unités risques naturels et police de l'eau et de l'environnement de la DEAL, du bureau d'études environnemental ESPACE et de la commune de Bouéni ayant permis de constater l'état d'urgence de la situation ;

VU les observations du maire de la commune de Bouéni en date du 30 avril 2021 sur le présent arrêté transmis pour analyse contradictoire par courriel du 30 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT que les travaux sont jugés urgents de part l'importance du phénomène du retrait du trait de cote au droit du cimetière de Hanyoudrou ;

CONSIDÉRANT que les travaux permettront de garantir la sécurisation de l'enceinte du cimetière de Hanyoudrou et d'éviter tout risque de dégradation sanitaire par excavation des tombes ;

CONSIDÉRANT que les travaux réalisés devraient être soumis a minima à déclaration loi sur l'eau au titre de la nomenclature prévue aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement concernant de la rubrique 4.1.2.0 ;

CONSIDÉRANT que les travaux sont réalisés en urgence et qu'un dossier de déclaration loi sur l'eau avec étude d'impact relatif à l'aménagement du front de mer de Hanyoudrou (incluant les travaux de protection du cimetière) a été déposé au guichet unique de la DEAL en date du 23 mars 2021 et est en cours d'instruction ;

SUR proposition de Monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte ;

A R R Ê T E

TITRE 1 :OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 - Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, la commune de Bouéni, est autorisé en application de l'article L.214-44 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à procéder à la réalisation des travaux de confortement de l'enceinte du cimetière de Hanyoudrou, sur la commune de Bouéni. Ces travaux sont exécutés conformément à la note méthodologique précitée et jointe en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Caractéristiques des travaux

Les travaux consistent à conforter l'enceinte du cimetière de Hanyoudrou détruite par l'érosion littorale.

Les travaux concernés sont composés de (Cf. annexe) :

- Démolition d'une partie du soutènement existant et partiellement ruiné ;
- Réalisation des premiers enrochements en pied des futurs soutènements en moellons ;
- Pose d'un géotextile à l'arrière des enrochements ;
- Réalisation des soutènements en maçonnerie de moellons ;
- Remblaiement du terrain naturel à l'arrière des soutènements.

Les soutènements et le terrain naturel sont à la cote.

Les soutènements sont une protection contre l'érosion littoral et en aucun cas une digue de protection contre la submersion marine.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS

Article 3 - Dispositions relatives aux travaux et à la mise en service de l'installation

Le pétitionnaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles ainsi que les dégradations et désordres éventuels que les travaux ou les ouvrages pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier.

Les aires de chantier sont aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution des milieux aquatiques.

Toute mesure doit être prise pour l'évacuation et le traitement éventuel des déchets solides et liquides générés

par le chantier. Des moyens de protection sont mis en œuvre pour réduire la dégradation des milieux aquatiques par les circulations de chantier.

Les mesures générales et précautions suivantes doivent être appliquées sur le chantier :

- Les engins sont maintenus en bon état,
- Les produits sont convenablement stockés,
- Les aires de stockage sont aménagées à bonne distance des différents milieux aquatiques,
- Tout déversement de macrodéchets dans le milieu aquatique est interdit. Une gestion de ces déchets est mise en place, par un tri sélectif qui s'impose au pétitionnaire en vue d'une élimination auprès des différentes filières dûment agréées en fonction de la nature de ces derniers,
- L'entretien des engins et leur ravitaillement sont effectués sur des plate-formes étanches aménagées sur des zones planes et permettant la mise en œuvre de mesures de confinement et de récupération en cas d'incident.

La nature des matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi ne doivent pas être à l'origine de contamination du milieu. Les conditions de réalisation de l'aménagement ou de l'ouvrage doivent permettre de limiter les dépôts de matériaux dans le milieu, notamment lors de travaux de décaissement.

L'entreprise en charge des travaux procède, avant la mise en service de l'installation, à l'enlèvement complet des installations de chantier, des constructions provisoires et des déchets. Les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet.

Le pétitionnaire veille à ce que les prescriptions édictées ci-dessus soient respectées par les entreprises. Les intervenants sur le chantier devront être sensibilisés aux problèmes de pollution.

Article 4 - Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Le pétitionnaire doit constamment maintenir en bon état les installations et ouvrages qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Il veille à ce que la dégradation éventuelle d'un ouvrage ne présente pas de risques pour la sécurité publique au droit de l'ouvrage.

En cas de désordre constaté, le pétitionnaire prend les mesures adéquates pour réparer les dégâts occasionnés et prévient le service de contrôle de tout problème persistant.

Article 5 - Durée de validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable pour une durée de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

TITRE 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6 - Début et fin des travaux - Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation. Un planning de l'opération lui est adressé en ce sens avant le démarrage des travaux.

Un compte rendu lui est adressé à l'issue des travaux.

Article 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des

dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 - Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et de l'environnement auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 - Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

- par la commune de Bouéni, dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 11 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la commune de Bouéni.

En vue de l'information des tiers :

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte ;

Une copie de la présente mise en demeure sera déposée en mairie de Bouéni et pourra y être consultée ;

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte, le maire de la commune de Bouéni, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

délégué du Gouvernement

Le préfet de Mayotte
pour le préfet par délégation
Le secrétaire général



Claude VO-DINH

Annexe : note méthodologique produite par l'entreprise Tétrama en mars 2021 jointe en appui du courrier précité et présentant les travaux de protection du cimetière de Hanyoudrou.